

FIRST AFRIQUE

HEBDO N°0480 du 11 au 17 Nov 2024

Magazine

HAAC

**DES PROJETS STRUCTURANTS
POUR LES MÉDIAS**

CÔTE D'IVOIRE

**AFFI N'GUESSAN
SE LANCE EN 2025**

Sommaire

HEBDO N°0480 du 11 au 17 Nov 2024

HAAC

DES PROJETS STRUCTURANTS POUR LES MÉDIAS

BÉNIN

LE SALON DE L'INDIGO CÉLÈBRE UN HÉRITAGE ANCESTRAL

BENIN

ENGAGÉ POUR LA FIN DES VIOLENCES

GYMNASIADES 2024

LE BÉNIN SE DÉMARQUE EN AFRIQUE

CÔTE D'IVOIRE

AFFI N'GUESSAN SE LANCE EN 2025

BOTSWANA

UNE NOUVELLE ÈRE COMMENCE

RDC

LA CONSTITUTION MENACÉE, LA RÉSISTANCE S'ORGANISE

SPORT

REUG REUG, CHAMPION MMA DU ONE

USA

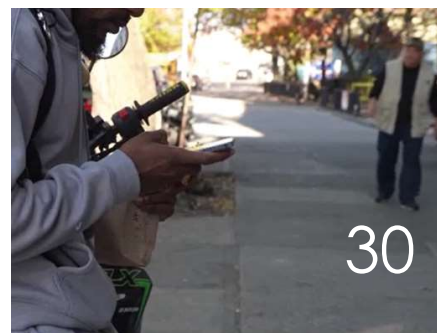
DES MESSAGES HAINEUX CIBLENT DES AFRO-AMÉRICAINS



BÉNIN



INFO



INTER



AFRIQUE



AFRIQUE

LES RÉSEAUX SOCIAUX ENJEUX ET PERSPECTIVES

Les réseaux sociaux jouent un rôle essentiel en Afrique, offrant des opportunités et des défis pour les utilisateurs et les gouvernements. En tant qu'outils de communication, ils sont devenus des moteurs puissants de mobilisation sociale et politique, contribuant à des mouvements comme #EndSARS au Nigeria et d'autres appels au changement sur le continent. La jeunesse africaine s'empare de ces plateformes pour exprimer ses voix, s'informer et militer pour ses droits.

Sur le plan économique, les

réseaux sociaux sont une aubaine pour les petits entrepreneurs qui utilisent WhatsApp, Facebook et Instagram pour développer leurs activités. Cependant, l'essor du commerce social est freiné par les défis logistiques et l'accès limité à Internet, qui continue de creuser une fracture numérique importante.

Malgré les avantages, la question de la désinformation, les menaces à la vie privée et la censure des plateformes restent préoccupantes. La protection

des données et la santé mentale des utilisateurs, notamment des jeunes, exigent une vigilance accrue des gouvernements et des entreprises.

Les réseaux sociaux représentent une double réalité : une chance de développement pour les Africains et une nécessité de régulation pour éviter les dérives. Avec une croissance rapide de leur utilisation, les réseaux sociaux redéfinissent la manière dont l'Afrique communique, s'éduque et innove, tout en renforçant l'identité culturelle du continent. ■



Wilfrid K.

CEO/Directeur de Publication



HAAC

BÉNIN



DES PROJETS STRUCTURANTS POUR LES MÉDIAS

La Haute Autorité de l'Audiovisuel et de la Communication (HAAC), sous la direction de son président Édouard Loko, renforce ses engagements en faveur du développement des médias au Bénin grâce à de nouveaux partenariats stratégiques. Lors d'une visite de travail à Paris ce vendredi 8 novembre 2024, le président de la HAAC a tenu des discussions clés avec Canal France International (CFI) et France Médias Monde (FMM). Ces rencontres, soutenues par l'Agence Française de Développement (AFD), annoncent une initiative ambitieuse pour améliorer les capacités des médias béninois sur une période de cinq ans.

Le principal résultat de ces discussions est la mise en place d'un pro-

jet global, évalué à 500 000 euros, couvrant la période 2024-2029. Ce programme s'articule autour de trois composantes majeures visant à renforcer le secteur médiatique béninois.

La première composante se concentre sur le développement des capacités des médias, en particulier les radios privées, les médias en ligne, et ceux souhaitant développer leur présence numérique. Les bénéficiaires devront répondre à des critères précis : une ligne éditoriale professionnelle et un personnel qualifié pour assurer la mise en œuvre des projets avec des résultats mesurables. L'objectif est d'encourager une meilleure production médiatique, tout en favorisant une collaboration régionale. Les journalistes béninois auront ainsi l'opportunité de travailler avec des

collègues étrangers sur des thématiques communes à leurs régions respectives.

La deuxième composante vise à fournir un soutien matériel. Les médias respectant les critères de production et de redevabilité auront la possibilité de bénéficier d'un appui pour le renforcement de leurs équipements techniques. Pour cela, des appels à projets seront lancés, permettant une sélection équitable et transparente des bénéficiaires.

Cet aspect est particulièrement crucial dans un contexte où de nombreux médias au Bénin peinent à s'équiper en matériel adéquat pour répondre aux exigences de la production numérique et de la diffusion de qualité. Cette aide renforcera leur capacité à produire des contenus

DES PROJETS STRUCTURANTS POUR LES MÉDIAS



attrayants et informatifs, contribuant ainsi à la pluralité et à la qualité de l'information disponible pour le public béninois.

La troisième composante de ce partenariat vise à appuyer directement la HAAC et à inciter les établissements de formation en journalisme à se tourner davantage vers la for-

mation continue. Cet aspect du projet alliera les expertises nationale et internationale pour permettre un renforcement des compétences des professionnels des médias béninois.

Cette collaboration entre les écoles de journalisme et les institutions internationales devrait ouvrir la voie à une amélioration des stan-

dards journalistiques au Bénin. En insistant sur la formation continue, l'accent est mis sur l'adaptabilité des journalistes à un environnement médiatique en constante évolution, marqué par les avancées technologiques et les exigences d'un public de plus en plus informé.

En initiant ce projet, Édouard Loko et ses par-

Le dernier numéro de FIRST AFRIQUE Magazine, prévu pour demain, vous propose une exploration approfondie de sujets d'actualité et de projets structurants, avec un regard analytique et informatif sur les faits marquants du continent et du monde. Voici les grandes lignes de cette parution :

À LA UNE

HAAC – Des projets structurants pour les médias
Un dossier spécial sur les initiatives de la Haute Autorité de l'Audiovisuel et de la Communication (HAAC), qui met en avant des projets prometteurs pour l'évolution et la structuration des médias dans la région. Une analyse des réformes et actions qui visent à renforcer l'environnement médiatique.

RÉGION ET CULTURE

BÉNIN – Le Salon de l'Indigo célèbre un héritage ancestral.

Retour sur le Salon de l'Indigo Africain au Bénin, un événement qui valorise un art textile séculaire et les traditions culturelles associées. Focus sur l'impact de ce patrimoine et les efforts pour perpétuer cet héritage auprès des nouvelles générations.

BÉNIN – Engagé pour la fin des violences
Le Bénin renforce son engagement en faveur de la lutte contre les violences. Ce numéro aborde les mesures et initiatives mises en œuvre pour prévenir et combattre ce fléau, avec des témoignages et des perspectives d'avenir.

SPORT ET PERFORMANCE

GYMNASIADES 2024 – Le Bénin se démarque en Afrique.

Les Gymnasiades 2024 mettent en lumière les jeunes athlètes béninois qui ont su s'illustrer. FIRST AFRIQUE revient sur les performances sportives de l'équipe nationale, qui font la fierté du pays et démontrent la montée en puissance du Bénin dans les compétitions sportives africaines.

SPORT – Reug Reug, champion MMA du ONE
Dans la catégorie sports de combat, le Sénégalais Reug Reug continue de briller et

s'impose comme le champion MMA du ONE. Un portrait de l'athlète et un focus sur son parcours impressionnant jusqu'à la victoire.

POLITIQUE

CÔTE D'IVOIRE – Affi N'Guessan se lance en 2025

À la veille des élections ivoiriennes, Pascal Affi N'Guessan se déclare candidat pour 2025. FIRST AFRIQUE fait un tour d'horizon de ses propositions politiques et analyse les dynamiques et perspectives de cette candidature pour l'avenir du pays.

BOTSWANA – Une nouvelle ère commence
Le Botswana s'engage dans une nouvelle direction politique et économique. Ce dossier vous propose une immersion dans les réformes et les changements qui façonnent cette nouvelle ère, avec des enjeux cruciaux pour le développement du pays.

RDC – La Constitution menacée, la résistance s'organise

La situation politique en République Démocratique du Congo est marquée par des tentatives de révision constitutionnelle. Ce numéro explore les actions de résistance des acteurs politiques et de la société civile, prêts à défendre la Constitution de 2006 et à se mobiliser pour la démocratie.

INTERNATIONAL

USA – Des messages haineux ciblent des Afro-Américains.
Aux États-Unis, une vague de messages racistes ciblant les Afro-Américains provoque l'indignation et suscite des interrogations. Ce reportage analyse les implications et la portée de ces messages haineux, ainsi que les réponses des autorités et des communautés concernées.



DES PROJETS STRUCTURANTS POUR LES MÉDIAS



tenaires de CFI et FMM démontrent un engagement fort envers la professionnalisation des médias béninois. En plus des bénéfices directs pour les journalistes et les organes de presse, ce programme vise également à consolider la position de la HAAC

comme institution clé dans la régulation et le développement du paysage médiatique.

La HAAC, en tant qu'organe régulateur, joue un rôle central dans la promotion de la liberté de la presse tout en veillant à la responsabilité et à

l'éthique des médias. Ce projet est une preuve supplémentaire de son ambition de moderniser le secteur médiatique béninois et de le rendre plus compétitif sur le plan régional et international.

Ce partenariat avec CFI

DES PROJETS STRUCTURANTS POUR LES MÉDIAS

et FMM marque une avancée significative pour le secteur des médias au Bénin. Les trois composantes de ce programme, centrées sur la production, l'appui matériel et la formation continue, visent à répondre aux besoins les plus pressants des acteurs du secteur.

Pour les bénéficiaires potentiels, il s'agira d'une opportunité inédite de renforcer leurs compétences, d'améliorer leurs infrastructures, et de collaborer à des projets régionaux d'envergure. À terme, ce programme pourrait transformer durablement le paysage médiatique béninois, en assurant une meilleure qualité de l'information pour les citoyens.

Avec des engagements financiers solides et un cadre de mise en œuvre clair, la HAAC, sous la direction d'Édouard Loko, montre la voie vers un secteur médiatique plus robuste et plus professionnel. Ces initiatives s'inscrivent dans une vision ambi-

tieuse de la coopération internationale, où le renforcement des capacités locales reste une priorité.

HAAC : Pour des médias béninois plus forts, professionnels et durables. ■



F1RST AFRIQUE

HEBDOMADAIRE
D'ANALYSES, D'INVESTIGATIONS ET DE STRATÉGIES

Global Leader
Wilfrid KINTOSSOU

Directeur de Publication

Wilfrid KINTOSSOU

Rédacteur en Chef

Maxime VIEIRA

Secrétaire de Rédaction

Audrey K. Segbo

Rédaction

Joseline F.

Syste Fiacre

Maxime Vieira

Wilfrid Kintossou

Audrey Kévine Segbo

Correction

Pascal HOUNKPATIN

Palette Graphique

First Afrique Prod

Editeur

FIRST AFRIQUE

N°Siret 528249766

RCS LILLE METROPOLE/France

Tél. WhatsApp +229 66055661

Email : direction@firstafrique.tv.bj

www.firstafrique.tv.bj

Avec First Afrique Tv,
c'est l'Afrique qui gagne et c'est l'actualité
autrement.

LE BÉNIN SE DÉMARQUE EN AFRIQUE



LE BÉNIN SE DÉMARQUE EN AFRIQUE

Le Bénin a impressionné lors des Gymnasiades 2024, aussi connues sous le nom de Jeux Olympiques Scolaires, qui se sont tenues à Manama, Bahreïn, du 23 au 31 octobre 2024. Grâce aux performances remarquables de ses jeunes athlètes, le pays termine en 4e position parmi les 14 nations africaines participantes, surpassant la Côte d'Ivoire et le Cameroun. Cette réalisation est une preuve des efforts intenses fournis par les équipes béninoises, qui ont ébloui les spectateurs et les organisateurs avec des résultats inattendus.

L'équipe féminine de Basketball 3x3 s'est particulièrement distinguée, obtenant cinq victoires en sept matchs, terminant ainsi 10e sur 22 pays. Leur parcours les a conduites jusqu'aux 16e de finale, un résultat qui souligne leur potentiel dans une compétition internationale de haut niveau. Quant à l'équipe masculine, également 16e de finaliste, elle s'est classée 15e sur 38 pays, avec cinq victoires sur sept rencontres. Cette performance collective reflète non seulement

l'engagement des joueurs mais aussi les progrès du basketball scolaire au Bénin.

Le Beach Volley béninois a également connu un beau succès. L'équipe masculine a joué six matchs, remportant la moitié d'entre eux, y compris contre certaines équipes favorites de la compétition. Cette performance des beacheurs béninois démontre la capacité de ces jeunes talents à s'imposer face à des adversaires redoutables et à rivaliser avec les meilleures équipes du continent, malgré des conditions et des moyens souvent moindres que ceux de leurs rivaux.

En athlétisme, plusieurs athlètes béninois ont impressionné en se hissant à des positions honorables. Akim Alokpri, par exemple, a atteint les demi-finales du 100m en se classant 18e sur 62 participants. En réalisant un temps de 10'89", il a battu son propre record de 11'10", un exploit qui témoigne de sa progression rapide et de son potentiel pour l'avenir. Sa coéquipière, Godness Ayi, a également brillé en terminant 18e sur 48 participantes dans le 100m féminin et a réitéré sa performance au

200m, se classant 18e sur 48.

En 400m haies, Alassane Chabi s'est positionné 19e sur 48, tandis qu'au 800m, il a terminé à la 14e place sur 36 concurrents. Ces résultats montrent non seulement la compétitivité des athlètes béninois, mais aussi l'impact des efforts nationaux pour renforcer l'athlétisme et d'autres disciplines sportives au sein des écoles béninoises.

Ce bilan est le fruit des efforts du gouvernement béninois et du Ministère des Sports, qui travaillent activement à renforcer le secteur sportif national. Les investissements continus et le soutien logistique apportés aux jeunes athlètes béninois ont clairement commencé à porter leurs fruits, plaçant le Bénin parmi les pays africains les plus performants lors de ces Gymnasiades.

Dr Victor Soumon Lawin, Directeur général de l'Office Béninois du Sport Scolaire et Universitaire (OBSSU), a été reconnu pour son leadership à la tête de l'OBSSU. Son rôle a été déterminant dans la préparation et l'accompagnement des équipes sco-

LE BÉNIN SE DÉMARQUE EN AFRIQUE

lares, contribuant ainsi à ce classement honorable qui récompense le sérieux et le dynamisme de l'encadrement béninois.

Au terme de la compétition, le classement des pays africains témoigne des réussites sportives et de la place grandissante du Bénin sur la scène sportive continentale :

1. Maroc
2. Algérie
3. Nigeria
4. Bénin
5. Ouganda
6. Égypte
7. Côte d'Ivoire
8. Cameroun
9. Malawi
10. Mali
11. Namibie
12. Sierra Leone
13. Afrique du Sud
14. Togo

Le classement des pays africains par zone géographique montre également la diversité des par-

ticipants et la montée en puissance de l'Afrique de l'Ouest, représentée par six pays, dont le Bénin :

1. Zone OUEST : 6 pays
2. Zone NORD : 3 pays
3. Zone SUD : 3 pays
4. Zone EST : 1 pays
5. Zone CENTRE : 1 pays

La performance des équipes scolaires béninoises aux Gymnasiades 2024 reflète une amélioration continue des infrastructures sportives et de la formation des jeunes talents. Ces résultats sont de bon augure pour l'avenir du sport béninois, qui aspire à se hisser parmi les nations africaines les plus performantes. La compétition de Manama a démontré que le Bénin possède des athlètes compétitifs dans diverses disciplines, capables de rivaliser sur la

scène internationale.

Cette réussite incite à maintenir les efforts et à promouvoir davantage le sport scolaire au Bénin. Le parcours des jeunes athlètes béninois aux Gymnasiades 2024 est un exemple inspirant pour les générations à venir, témoignant de l'importance du soutien institutionnel et des initiatives gouvernementales pour encourager les talents sportifs. En investissant dans le développement de ces jeunes, le Bénin peut espérer un avenir sportif brillant et des performances encore plus marquantes lors des prochaines compétitions internationales.

Le Bénin confirme sa place en tant que nation sportive émergente, prête à inspirer et à exceller dans les événements mondiaux. ■



ENGAGÉ POUR LA FIN DES VIOLENCES



Duma Boko,
élu président
le 1^{er} novembre 2024

ENGAGÉ POUR LA FIN DES VIOLENCES

Le Bénin s'illustre comme un acteur clé dans la lutte pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes en Afrique. Ce mois de novembre 2024, il a pris part à la 9ème session du Comité Technique Spécialisé de l'Union Africaine sur ces enjeux, tenue à Addis-Abeba en Éthiopie les 6 et 7 novembre. Cette rencontre a réuni les ministres africains responsables des questions de genre, visant un échange sur les avancées et stratégies pour éradiquer les violences contre les femmes et promouvoir leur pleine participation à tous les niveaux.

Le Comité a examiné plusieurs documents essentiels, notamment le projet de Convention de l'Union Africaine visant la fin de la violence à l'égard des femmes et des filles. Ce texte reflète la volonté des États membres d'éradiquer toutes formes de violence, y compris les violences sexuelles dans les zones de conflit et les pratiques culturelles néfastes. Les discussions ont également abordé le rapport 2023 des États membres concernant la Déclaration solennelle

sur l'égalité des sexes en Afrique (SDGEA), le 30ème anniversaire de la Déclaration de Beijing, et la position africaine commune pour la Commission de la Condition de la Femme (CSW69).

Madame Véronique Tognifodé, Ministre des Affaires Sociales et de la Microfinance, a représenté le Bénin, témoignant de l'engagement du pays pour un avenir sans violence de genre. Cette participation du Bénin souligne son engagement à concrétiser l'objectif de l'Union Africaine qui, dans l'Agenda 2063, appelle à une égalité de genre totale à l'échelle continentale.

Un des points forts de la session a été la discussion sur le rôle de la masculinité positive dans la lutte pour l'égalité. Cet aspect vise à encourager un leadership masculin qui défend et promeut activement les droits des femmes, s'opposant aux violences sexistes et à la discrimination. La promotion de modèles de masculinité positive est une démarche cruciale pour bâtir une société inclusive, où les hommes et les femmes participent ensemble au développement so-

cio-économique.

Au Bénin, l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes sont des priorités nationales. Le gouvernement béninois a réalisé d'importantes avancées dans plusieurs secteurs pour améliorer la condition féminine et promouvoir leur participation active dans les sphères de décision.

Les initiatives mises en œuvre incluent :

- Le renforcement du cadre juridique et institutionnel : Le gouvernement a adopté des lois et des politiques pour protéger les femmes contre les violences, garantir leurs droits et encourager leur présence dans les institutions publiques.
- Des programmes et stratégies de soutien : Un exemple marquant est la première phase du Programme d'Appui à l'Égalité de Genre (PAEG1), en cours depuis 2022. Ce programme vise à améliorer l'égalité de genre dans toute la population béninoise en réduisant la vulnérabilité socio-économique des femmes, à travers l'accès aux ressources, à l'éducation et à l'emploi. Ces actions ne sont pas

ENGAGÉ POUR LA FIN DES VIOLENCES



isolées ; elles font partie d'une politique nationale de promotion du genre en cours d'actualisation. Ce programme aspire à réaliser, d'ici à 2025, une égalité entre les sexes afin d'assurer un développement humain durable et équitable.

Le PAEG1 vise à renforcer l'autonomisation des femmes en facilitant leur accès à des moyens de subsistance sûrs et leur participation aux instances décisionnelles.

Des actions concrètes ont été mises en œuvre dans divers domaines tels que :

- La formation professionnelle : Des programmes de formation spécialisés offrent aux femmes des compétences techniques et professionnelles, leur permettant de mieux répondre aux besoins du marché du travail.
- Le soutien économique : Le Bénin investit dans des initiatives de microfinance et de soutien à l'entrepre-

neurariat féminin, contribuant à réduire la dépendance économique des femmes et à renforcer leur sécurité financière.

- La sensibilisation communautaire : Les campagnes de sensibilisation visent à changer les perceptions sociales concernant le rôle des femmes et à encourager un environnement social favorable à leur épanouissement.

Les efforts constants du Bénin dans ce domaine

ENGAGÉ POUR LA FIN DES VIOLENCES

se traduisent par une reconnaissance croissante lors des rencontres internationales. La participation à des forums tels que la session du Comité Technique Spécialisé de l'Union Africaine rehausse l'image du pays, le positionnant comme un modèle de bonne gouvernance et de protection des droits des femmes.

Cette reconnaissance met en avant non seulement les progrès réalisés mais aussi la détermination du Bénin à aller plus loin. En effet, la délégation béninoise présente à Addis-Abeba a démontré, par des interventions pertinentes, son engagement en fa-

veur d'une Afrique où les femmes et les hommes jouissent des mêmes droits et opportunités.

Les travaux de cette 9ème session se sont conclus sur une note positive, avec un consensus autour des objectifs à atteindre pour l'élimination de la violence à l'égard des femmes et la promotion de l'égalité de genre. Pour le Bénin, ces défis sont pleinement intégrés dans les politiques nationales et continueront d'être des priorités dans les années à venir.

À travers la mise en œuvre de sa Politique Nationale de Promotion du Genre, le Bénin réaf-

firme sa volonté d'éradiquer les inégalités et de promouvoir un développement inclusif pour tous. Les résultats de la session d'Addis-Abeba soulignent la voie à suivre pour atteindre l'objectif d'une société béninoise équitable et prospère, où femmes et hommes œuvrent ensemble pour un avenir meilleur.

En se distinguant lors de cette rencontre, le Bénin montre qu'il est sur la bonne voie pour devenir un modèle d'égalité des sexes et de protection des droits des femmes sur le continent. ■



UNE NOUVELLE ÈRE COMMENCE



Des milliers de personnes venues de tout le Botswana ont assisté vendredi à l'investiture du nouveau président de leur pays, Duma Boko, marquant ainsi la fin de 58 années de domination de l'ancien parti au pouvoir. Cette cérémonie, empreinte de symbolisme et de solennité, a mis en avant un message d'unité et de renouveau pour le pays.

Le « *Parapluie pour le changement démocratique* » (UDC), une coalition incluant le Front

national du Botswana et l'Alliance des progressistes, a obtenu 36 sièges parlementaires, privant ainsi l'ancien président Mokgweetsi Masisi d'un second mandat. Boko, le leader de cette coalition, a prêté serment devant une foule massive dans la capitale, Gaborone. Son arrivée en véhicule à toit ouvert, escorté par des soldats à cheval brandissant des drapeaux, a ajouté une touche spectaculaire à l'événement.

Lors de son premier discours en tant que pré-

sident, Boko a insisté sur l'importance de l'unité nationale. Il a invité les citoyens à montrer du respect envers son prédécesseur, soulignant la dignité avec laquelle Masisi a accepté sa défaite. «C'est un moment historique qui nous rend humbles et nous fait réfléchir», a-t-il déclaré, en évoquant l'importance de ce changement de pouvoir pacifique pour la démocratie botswanaise.

Boko a exprimé son amour pour son pays et sa gratitude envers les électeurs

UNE NOUVELLE ÈRE COMMENCE

qui lui ont accordé leur confiance. «Cela me fait très plaisir quand je vous regarde et que vous me dites que c'est mon garçon. Vous dites cela parce que vous avez élevé ce garçon. Vous l'aimez. Vous savez et comprenez que ce garçon vous aime», a-t-il affirmé avec émotion, renforçant ainsi son lien avec la population.

Bien que son discours inaugural ait été riche en optimisme, Boko n'a pas fourni de détails précis sur les politiques de son gouvernement. Cependant, durant la campagne électorale, l'UDC avait mis en avant des promesses ambitieuses : lutter contre la corruption, instaurer un salaire minimum de 4 000 pulas (302 dollars) par mois, introduire une allocation chômage, augmenter les allocations de vieillesse et encourager la création de nouvelles entreprises.

Le chômage est l'une des préoccupations majeures des citoyens botswanais, comme l'a révélé une récente enquête d'Afrobarometer. Ce problème dépasse de loin d'autres préoccupations telles que la santé, la criminalité, la pauvreté, l'éducation et la corruption. Les statistiques officielles montrent une augmentation du chô-

mage, passant de 25,9 % en 2023 à 27,6 % en 2024, un défi de taille pour la nouvelle administration.

L'économie botswanaise, largement dépendante de l'exploitation des diamants, fait face à des défis considérables. Les diamants représentent 80 % des exportations du Botswana, mais la demande mondiale en baisse a impacté les revenus de Debswana, une société minière détenue conjointement par le gouvernement botswanais et le conglomérat De Beers. Ce contexte économique difficile a conduit certains à appeler à une plus grande appropriation nationale des ressources minières.

L'investiture de Duma Boko a également attiré des personnalités de haut rang, telles que l'ancien président Ian Khama, le vice-président sud-africain Paul Mashatile, et Julius Malema, leader des Combattants pour la liberté économique d'Afrique du Sud. Leur présence souligne l'importance de cet événement non seulement pour le Botswana, mais aussi pour la région.

Les citoyens botswanais, longtemps sceptiques quant à la possibilité d'un transfert pacifique du pouvoir, voient en cette

transition un signe de maturité démocratique. Boko a insisté sur la nécessité d'éviter les querelles et les divisions personnelles, un message crucial pour unifier un pays diversifié et parfois divisé.

La route devant Boko et son gouvernement est semée d'embûches. Le besoin de réformes économiques, de création d'emplois, et de lutte contre la corruption est urgent. Les attentes des citoyens sont élevées, et la nouvelle administration devra naviguer habilement pour répondre aux aspirations d'un peuple en quête de changement et de progrès.

En conclusion, l'investiture de Duma Boko marque un tournant décisif pour le Botswana. Avec un mandat clair pour le changement, Boko a l'opportunité de façonner l'avenir du pays de manière significative. Toutefois, les défis sont nombreux et les promesses doivent être concrétisées pour assurer un développement durable et inclusif. L'histoire observera attentivement les premiers pas de ce nouveau chapitre dans la vie politique botswanaise. ■

REUG REUG, CHAMPION MMA DU ONE



Le 9 novembre 2024 restera dans les annales du sport sénégalais. Lors d'un combat historique au Lumpinee Stadium de Bangkok, le Sénégalais Oumar Kane, surnommé Reug Reug, a défié les pronostics en battant le redoutable Anatoliy Malykhin pour le titre de champion des poids lourds du ONE Championship, l'une des plus prestigieuses organisations de MMA en Asie. Cette victoire inattendue fait de lui le premier Sénégalais à décrocher un titre majeur dans le monde du MMA, un exploit qui inspire toute

une génération de combattants africains.

Dès le début, ce combat s'annonçait comme une épreuve intense. Reug Reug, bien que connu pour sa force et ses compétences en lutte, était donné perdant face à Malykhin, un combattant russe aux multiples titres et réputé pour sa puissance et sa technique inégalées. Pourtant, les vingt-cinq minutes de confrontation ont montré un Reug Reug plus combatif que jamais, refusant de céder face à son adversaire. Au terme des cinq rounds de cinq

minutes, les juges ont dû se prononcer, et c'est par une décision partagée que Reug Reug a remporté la victoire, deux juges sur trois ayant vu en lui le gagnant du duel.

Ce type de décision, souvent contesté dans les sports de combat, illustre bien la complexité de ce face-à-face. La bataille entre les deux titans a tenu les spectateurs en haleine, avec des moments de pure intensité physique et des échanges percutants qui auraient pu basculer dans un sens comme dans l'autre. Reug Reug a démontré un in-

croyable sang-froid, usant de sa technique et de sa force pour tenir tête à un Malykhin déterminé et endurant.

Originaire du Sénégal, Oumar Kane, alias Reug Reug, a commencé sa carrière en tant que lutteur traditionnel, un sport profondément enraciné dans la culture sénégalaise. C'est dans les arènes de lutte sénégalaise que Kane a forgé sa détermination, sa force physique et son endurance mentale. En 2019, il s'est tourné vers le MMA, un passage qui a d'abord été accueilli avec scepticisme, tant la transition du sport traditionnel au MMA est difficile et exigeante. Toutefois, en l'espace de quelques années, Reug Reug a su s'imposer, devenant l'un des noms montants du MMA en Afrique. Sa progression dans le ONE Championship a été spectaculaire : d'un simple débutant dans les arts martiaux mixtes, il a gravi les échelons pour se hisser au sommet de la catégorie des poids lourds, un exploit qui inspire respect et admiration. Ce titre de champion est non seulement une consécration pour lui, mais aussi une fierté pour tout le Sénégal, qui voit en Reug Reug un véritable ambassadeur de son patrimoine de lutte.

Le succès de Reug Reug a eu un retentissement immédiat au Sénégal et à travers l'Afrique. Le président sénégalais Bassirou Diomaye Faye n'a pas tardé à réagir en félicitant publi-

quement le champion via la plateforme X (anciennement Twitter). Il a salué « le courage, la détermination et le talent » de Reug Reug, qui, selon ses mots, « honore le Sénégal et inspire toute une génération. » Cette reconnaissance au plus haut niveau politique souligne l'impact de cette victoire pour le pays et pour la jeunesse africaine. En effet, Reug Reug devient un modèle pour de nombreux jeunes passionnés de sports de combat, leur montrant qu'avec discipline et travail, ils peuvent accomplir l'impossible.

Les réseaux sociaux sénégalais ont également vibré de fierté et d'enthousiasme suite à cette victoire. Des vidéos de célébrations et des messages de félicitations ont afflué, montrant à quel point cet exploit de Reug Reug a transcendé le monde du sport pour devenir un événement national.

L'impact de cette victoire dépasse les frontières du Sénégal et même celles du sport. En effet, le MMA est souvent perçu comme un domaine dominé par les combattants nord-américains, européens et asiatiques. Voir un Africain, de surcroît un lutteur traditionnel sénégalais, s'imposer dans une organisation mondiale de cette envergure redéfinit le rôle des combattants africains dans les sports de combat. Reug Reug a ouvert la voie pour d'autres athlètes africains qui aspirent à des carrières internatio-

nales en MMA. Sa victoire pourrait également influencer la perception de la lutte sénégalaise, qui, bien que populaire dans son pays d'origine, reste relativement méconnue à l'échelle mondiale. Reug Reug montre que les techniques et les valeurs acquises dans les arènes de lutte sénégalaise peuvent être adaptées et brillamment appliquées dans des disciplines internationales. Maintenant qu'il est champion, Reug Reug fait face à de nouvelles attentes et à de nouveaux défis. Défendre son titre dans une catégorie aussi compétitive ne sera pas une tâche facile, mais il a prouvé qu'il a la ténacité et les compétences pour réussir. Son ascension rapide et son impact positif sur le MMA en Afrique suggèrent qu'il ne se contentera pas de cette victoire ; il cherchera probablement à renforcer son règne et à inspirer d'autres athlètes africains à poursuivre leurs rêves.

Cette victoire historique marque une nouvelle ère pour le MMA en Afrique. Grâce à des athlètes comme Reug Reug, le continent est désormais fermement ancré dans le paysage mondial des arts martiaux mixtes. Au-delà des ceintures et des trophées, Reug Reug a conquis le cœur de millions de fans africains et a placé le Sénégal sous les feux de la rampe, inspirant une génération entière à rêver grand et à se battre pour leurs aspirations. ■



La ville de Cotonou, accompagnée de la célèbre ville de Ouidah, s'apprête à célébrer un événement unique du 27 au 30 novembre prochain : la troisième édition du Salon de l'Indigo Africain (SIA). Ce rendez-vous met à l'honneur l'indigo, non seulement comme une teinture textile ancestrale, mais aussi comme un art symbolique profondément enraciné dans la culture béninoise et africaine. Cette édition se distingue par son thème central : l'exploration des signes cachés et des symboles associés à cet art ancestral, en révélant des aspects jusqu'alors méconnus de cet artisanat.

Le Salon de l'indigo africain (SIA), devenu un événement phare, attire non seulement les maîtres artisans du Bénin, appelés les « indigotières », mais aussi des professionnels et passionnés de l'indigo venus de divers pays. À travers des ateliers, conférences et expositions, cet événement se veut un lieu de transmission du savoir, de réflexion, et de valorisation d'un héritage ancien. La promotrice Nadia Adanlé Onibon, entrepreneure culturelle engagée, a ouvert le lancement de cette édition en mettant l'accent

sur l'importance de préserver et d'honorer cet art traditionnel. Selon elle, l'indigo est plus qu'une couleur ou un simple textile teinté : il s'agit d'un langage visuel complexe et codifié qui mérite une reconnaissance internationale.

L'indigo béninois, bien que familier dans la région, est porteur d'une histoire peu documentée. Nadia Adanlé Onibon explique que derrière les motifs et les couleurs se cachent des contes, des symboles et des proverbes qui rendent hommage aux traditions et à l'identité culturelle africaine. « Nous voulons rentrer dans nos tréfonds pour exhumer tous les signes non officiels de ce savoir-faire », souligne-t-elle. Autour de la teinture à l'indigo se dessine en effet tout un langage où chaque motif porte un message. Des motifs particuliers peuvent représenter la bravoure, la sagesse ou encore l'espoir, créant ainsi une forme de communication visuelle et artistique qui se transmet de génération en génération. Cette année, le salon mettra également l'accent sur un vaste projet de documentation de ces symboles. Plus de 800 éléments distincts ont été identifiés, et l'équipe du SIA envisage la publication d'un ouvrage illustré qui

regrouperait ces motifs et leur signification. Ce travail de recherche a pour objectif de sauvegarder un savoir en péril et de le partager avec un public plus large. Les visiteurs du salon auront ainsi l'opportunité de découvrir ces motifs et de mieux comprendre l'essence de chaque pièce d'indigo.

L'une des missions fondamentales du SIA 2024 est de reconnaître le travail des indigotières et indigotiers en tant que métier à part entière, avec des compétences et des savoirs uniques. Nadia Adanlé Onibon insiste sur la structuration de cette pratique pour qu'elle soit perçue non pas comme un simple artisanat, mais comme une véritable profession, avec des techniques, une expertise et un vocabulaire qui lui sont propres.

L'édition de cette année veut ainsi sensibiliser le public sur l'importance de soutenir ces artistes pour préserver l'authenticité et la richesse de cet art. En formant et en accompagnant les indigotières, le SIA ambitionne d'établir des standards pour le métier et de leur offrir des opportunités de croissance et de reconnaissance. Ce soutien passe aussi par la création de labels et d'attributs propres à cette



profession, ce qui pourrait attirer davantage de jeunes et pérenniser ce savoir-faire traditionnel.

La Guadeloupe est l'invitée d'honneur de cette troisième édition, et sa présence n'est pas un hasard. En effet, lors de la traite négrière, de nombreux esclaves partis des côtes béninoises vers les Antilles ont emporté avec eux des savoirs artisanaux, dont celui de l'indigo. Cet héritage transmis de génération en génération en Guadeloupe et dans d'autres départements d'outre-mer a été préservé et évolué au fil des siècles. Nadia Adanlé Onibon et son équipe voient dans cette rencontre une opportunité de mieux comprendre comment ce savoir-faire a été adapté dans les cultures caribéennes. À travers des échanges culturels et des démonstrations, le SIA espère approfondir le lien entre l'Afrique et sa diaspora, en explorant

les racines communes de cet art et en questionnant son évolution à travers le temps et l'espace.

Le programme du SIA comprend une journée scientifique où experts, chercheurs et économistes se pencheront sur les défis et opportunités de la filière indigo en Afrique. Ils aborderont des questions techniques, stratégiques et économiques, avec pour objectif d'ouvrir des perspectives pour les jeunes et de promouvoir l'innovation dans ce domaine. Ces réflexions permettront d'envisager des stratégies pour faire de l'indigo un moteur de développement économique et de valorisation culturelle.

Le clou du salon sera l'« Indigo Night Fashion », une soirée de défilé de mode où créateurs, stylistes et mannequins présenteront des pièces contemporaines inspirées de l'indigo. Ce sera un moment

festif et créatif où l'indigo sera mis en avant à travers des créations modernes, soulignant ainsi sa place intemporelle dans la mode et son influence sur les nouvelles générations d'artistes et de designers. Cette nuit de l'indigo clôturera le salon dans une ambiance conviviale et artistique, rappelant à tous que cet héritage est vivant et en constante évolution.

À travers cet événement, le Bénin s'affirme comme un gardien et un promoteur de l'indigo africain, un art traditionnel porteur d'histoire et d'identité. La troisième édition du SIA ambitionne de faire de l'indigo un symbole de fierté nationale et une source de prospérité économique pour les générations à venir. En explorant ses racines, ses symboles et son potentiel économique, le SIA ouvre la voie à une valorisation durable et innovante de cet héritage. ■

LA CONSTITUTION MENACÉE, LA RÉSISTANCE S'ORGANISE

En République Démocratique du Congo, une vaste mobilisation se dessine pour protéger la Constitution de 2006, menacée par des intentions présumées de modification. Ce samedi 9 novembre, des personnalités issues de l'opposition et de la société civile congolaise ont lancé une coalition pour un « sursaut national ». L'objectif de cette alliance est clair : empêcher le président Félix Tshisekedi de réviser la loi fondamentale, ce qui pourrait ouvrir la voie à un éventuel troisième mandat.



La coalition pour le « sursaut national » réunit une quinzaine de figures de la scène politique et civile congolaise. Parmi elles, des leaders de partis d'opposition et des membres de mouvements citoyens, tous résolus à défendre la Constitution de 2006, considérée comme un pilier de la démocratie congolaise. Selon les membres de cette coalition, toute tentative de modification constitutionnelle par le président en exercice représenterait une « haute trahison » envers la nation congolaise. Les signataires de cet appel dénoncent ce qu'ils perçoivent comme une atteinte aux droits démocratiques des Congolais.

Delly Sesanga, ancien candidat à la présidentielle et signataire de l'appel, a déclaré avec fermeté : « **Plus jamais dans ce pays un président ne doit rester en fonction au-delà de deux mandats : nous, Congolais, disons non. Trop, c'est trop !** » Sesanga insiste sur le fait que le respect de la Constitution est essentiel pour maintenir la stabilité et l'ordre démocratique dans le pays.

La coalition ne regroupe pas seulement des personnalités politiques ; elle inclut également des figures influentes de la société civile. L'Association africaine de défense des droits de l'homme (Asadho) et le

mouvement citoyen Lucha ont également signé cet appel, soulignant l'importance de l'unité de tous les Congolais pour défendre les acquis démocratiques. Selon Jean-Claude Katende, président de l'Asadho, « **cette affaire ne relève pas des seuls politiciens, ni des seuls acteurs de la société civile. Elle concerne tous les Congolais** ». En unissant leurs voix, ces organisations et personnalités appellent les citoyens à se mobiliser et à rester vigilants face à toute tentative de modification de la loi fondamentale. Pour Katende, cette mobilisation est essentielle pour éviter une dérive autori-

taire. La coalition pour le « sursaut national » exhorte ainsi chaque Congolais à considérer la défense de la Constitution comme une priorité nationale, unissant les forces politiques et citoyennes dans un objectif commun.

Dans le cadre de ses actions, la coalition a déjà prévu un premier rassemblement public pour le 16 décembre prochain. Cette date n'est pas choisie au hasard : elle marque l'anniversaire du référendum constitutionnel de 2005, qui avait précédé l'adoption de la Constitution de 2006. En organisant ce meeting, la coalition souhaite rappeler l'importance de cette Constitution, fruit de luttes historiques pour la démocratie. Cette mobilisation s'annonce comme un moment clé pour évaluer l'ampleur de l'opposition à la révision constitutionnelle. Les leaders de la coalition espèrent que cette date symbolique encouragera les Congolais à venir en masse et à démontrer leur attachement à la loi fondamentale. Cette commémoration devrait aussi renforcer la prise de conscience populaire quant à l'importance de maintenir les limites fixées au mandat présidentiel.

Toutefois, bien que cette coalition pour le « sursaut national » rassemble de nombreuses figures de la société civile et de l'opposition, certaines absences notables soulèvent des questions. En effet, la plateforme Lamuka, dirigée par

Martin Fayulu, ainsi que le camp de Moïse Katumbi, n'ont pas encore rejoint cette initiative. Ces deux figures influentes de l'opposition mènent actuellement leurs propres actions contre le projet de révision constitutionnelle, ce qui laisse entendre que des divergences stratégiques existent au sein de l'opposition. Cette situation divise l'opposition face à un même objectif : empêcher une modification de la Constitution pour limiter le mandat présidentiel. En dépit de cette divergence, les acteurs impliqués dans le sursaut national espèrent rallier le plus grand nombre de citoyens et de leaders politiques. Cette pluralité des voix pourrait devenir un avantage pour les opposants à la révision constitutionnelle, car elle multiplie les initiatives en faveur de la stabilité démocratique.

La possibilité d'une révision constitutionnelle en RDC représente un enjeu majeur pour le pays. Si le président Tshisekedi tentait de modifier la Constitution pour prolonger son mandat, cela pourrait engendrer de sérieuses tensions et provoquer des manifestations d'ampleur nationale. Pour de nombreux Congolais, la Constitution de 2006 est un symbole de stabilité et de démocratie ; toute tentative de changement est perçue comme une menace à ces acquis. L'histoire politique de la RDC a souvent été marquée par des tensions autour des

transitions de pouvoir. Les deux mandats présidentiels consécutifs restent une mesure fondamentale pour empêcher toute concentration excessive de pouvoir. Les défenseurs de la Constitution actuelle estiment donc qu'une modification de cette disposition pourrait ouvrir la voie à un régime autoritaire, compromettant les libertés démocratiques chèrement acquises.

Face à cette situation, la coalition pour le « sursaut national » invite les Congolais à rester vigilants et à défendre leur Constitution. En lançant cet appel, ses membres espèrent susciter une prise de conscience collective et inciter chaque citoyen à s'engager pour protéger les principes démocratiques établis en 2006. Le rassemblement prévu pour le 16 décembre pourrait être le premier acte d'une résistance populaire déterminée à préserver l'ordre constitutionnel en RDC.

Alors que l'avenir politique du pays est en jeu, le peuple congolais est ainsi confronté à une nouvelle épreuve dans son cheminement vers la consolidation de sa démocratie. Que la mobilisation soit suffisante pour dissuader toute tentative de modification constitutionnelle ou non, cette initiative pour un « sursaut national » symbolise une volonté de transparence et de respect des lois au cœur de la République Démocratique du Congo. ■

AFFI N'GUESSAN SE LANCE EN 2025



Pascal Affi N'Guessan, figure historique du Front Populaire Ivoirien (FPI), a officiellement été désigné pour représenter son parti lors de la présidentielle ivoirienne de 2025. Ce samedi, lors du congrès du FPI à Yamoussoukro, les

membres de la formation politique ont confirmé sa candidature en le réalisant président du parti avec un appui massif, dépassant les 99 % des voix. Fort de cette légitimité, l'ancien Premier ministre se dit prêt à relever le défi

et à proposer une véritable alternative pour la Côte d'Ivoire.

Lors de ce congrès, Affi N'Guessan a esquissé les grandes lignes de son programme, placé sous le signe de la « rupture ». Cette vision implique des réformes

AFFI N'GUESSAN SE LANCE EN 2025

ambitieuses et structurantes pour l'avenir du pays, dont la suppression du Sénat, instauré sous Alassane Ouattara, et l'interdiction du cumul des mandats. Le septuagénaire promet un renouvellement politique destiné à moderniser et dynamiser les institutions du pays. Il s'agit, selon lui, de répondre aux aspirations des Ivoiriens et de renforcer la démocratie en Côte d'Ivoire. En mettant en avant le principe de rupture, Pascal Affi N'Guessan vise également à se distinguer des autres candidats potentiels, dont certains sont perçus comme ayant été au pouvoir trop longtemps. Il s'engage à moderniser l'administration et à réduire les dépenses de l'État, des mesures qui, selon lui, rendront le gouvernement plus accessible et plus efficace. Sa candidature ambitionne ainsi de tourner la page des anciennes pratiques politiques pour insuffler une nouvelle dynamique à la Côte d'Ivoire.

Affi N'Guessan n'est pas un nouveau venu sur la scène politique ivoirienne. Premier ministre

sous la présidence de Laurent Gbagbo entre 2000 et 2003, il s'est illustré par son engagement en faveur des causes nationales. Au fil des années, il est devenu l'une des principales figures de l'opposition, notamment dans la lutte contre le troisième mandat d'Alassane Ouattara en 2020, une bataille politique qui l'a même conduit en prison.

En effet, après s'être opposé à la réélection de Ouattara, Affi N'Guessan a été accusé de complot et d'incitation à la violence, ce qui a entraîné son arrestation et une détention de deux mois. Cet épisode, bien que difficile, semble avoir renforcé sa détermination. Depuis lors, il incarne pour de nombreux Ivoiriens un modèle de persévérance et de résilience. Il se présente aujourd'hui comme un leader expérimenté, avec une connaissance approfondie des réalités du pays et une vision claire pour l'avenir.

L'annonce de la candidature de Pascal Affi N'Guessan s'inscrit dans un contexte politique tendu. D'une part, la

possibilité d'un nouveau mandat pour Alassane Ouattara, bien qu'incertaine, reste dans les esprits. Un quatrième mandat serait perçu par certains comme une remise en question des principes démocratiques et pourrait raviver des tensions dans le pays. D'autre part, un éventuel retour de Laurent Gbagbo dans la course électorale introduirait un nouvel élément de confrontation avec Affi N'Guessan, leur ancien partenariat politique étant désormais teinté de rivalité.

La présence de Gbagbo, également une figure populaire parmi une partie de l'électorat, pourrait diviser les soutiens au sein de la base traditionnelle du FPI. Pour certains analystes, cette division pourrait affaiblir l'opposition et créer une dispersion des voix qui pourrait avantager les autres candidats. Cependant, Affi N'Guessan semble confiant et déterminé à se présenter comme le candidat du changement, en rassemblant autour de lui les électeurs désireux d'une nouvelle direction pour le pays. Affi N'Gues-

AFFI N'GUESSAN SE LANCE EN 2025



AFFI N'GUESSAN SE LANCE EN 2025

san insiste sur son engagement à restaurer un cadre démocratique fort, où la justice et l'équité prédominent. En prônant l'interdiction du cumul des mandats et la limitation des dépenses étatiques, il affiche une volonté de transparence et d'intégrité.

Cet engagement, pour ses partisans, est la garantie d'une gouvernance tournée vers le développement et l'équité sociale, contrastant avec ce qu'il décrit comme une « **centralisation excessive** » du pouvoir dans le système actuel. Selon Affi, la Côte d'Ivoire doit s'orienter vers une économie plus inclusive, en favorisant l'entrepreneuriat, notamment parmi les jeunes, et en investissant dans des secteurs clés comme l'éducation et la santé. L'accès à l'éducation pour tous et la création d'opportunités d'emploi pour la jeunesse sont des éléments centraux de sa vision, destinée à réduire les inégalités sociales et à stabiliser le pays.

L'élection présidentielle de 2025 se présente

comme un tournant pour la Côte d'Ivoire. Avec plusieurs figures politiques influentes et expérimentées en lice, les Ivoiriens seront appelés à décider de la voie que prendra leur pays dans les années à venir. Le choix du prochain président pourrait déterminer non seulement l'orientation politique du pays, mais aussi son développement économique et sa stabilité à long terme.

Pascal Affi N'Guessan, en axant son discours sur la rupture et la refonte institutionnelle, tente de séduire un électorat de plus en plus critique vis-à-vis des leaders historiques et aspirant à des changements concrets. Son expérience politique et son parcours personnel plaident en sa faveur, mais il devra surmonter les défis posés par la fragmentation de l'opposition et les divisions internes au sein du FPI.

La prochaine élection pourrait également être l'occasion d'un renouveau politique pour la Côte d'Ivoire, dans un contexte où de nom-

breux Ivoiriens expriment le souhait de tourner la page des crises électorales passées. La campagne qui se profile devrait offrir aux citoyens des choix variés, reflétant des visions divergentes pour l'avenir du pays.

Pascal Affi N'Guessan se positionne comme un candidat de rupture, déterminé à proposer un nouveau cap pour la Côte d'Ivoire. Avec un programme centré sur des réformes institutionnelles et une gouvernance plus responsable, il aspire à convaincre les Ivoiriens que son expérience et sa vision sont les clés d'une Côte d'Ivoire stable et prospère. Toutefois, la route vers la présidence s'annonce semée d'embûches, et seule l'issue de la campagne électorale révélera si Affi N'Guessan parvient à incarner le renouveau tant attendu par les Ivoiriens. ■

DES MESSAGES HAINEUX CIBLENT DES AFRO-AMÉRICAINS

Aux États-Unis, une vague de messages racistes, envoyés de manière anonyme, a semé l'inquiétude parmi les communautés afro-américaines dans plusieurs États, notamment New York, l'Alabama, la Californie, l'Ohio, la Pennsylvanie et le Tennessee. Ces messages troublants, évoquant des références à l'esclavage et appelant les destinataires à se rendre dans des lieux symboliques tels que des plantations, ont visé des hommes, des femmes, des étudiants et même des colégiens noirs. Devant la gravité de la situation, les agences de rensei-

gnement, y compris le FBI, ont lancé une enquête pour identifier l'origine de ces messages et évaluer les intentions de leurs auteurs.

Selon Ayanna Alexander, journaliste à l'Associated Press, les messages envoyés par textos contenaient souvent un langage explicite, faisant allusion à des pratiques d'esclavage. *« Ces textes utilisaient généralement un ton similaire, mais leur formulation variait. Certains d'entre eux demandaient aux destinataires de se rendre à un endroit précis à une heure précise »*, rapporte-t-elle. Les adresses indiquées dans les messages renvoient parfois à

d'anciennes plantations ou des lieux de mémoire liés à l'esclavage, ce qui renforce la charge symbolique et le caractère oppressif de ces envois.

L'objectif des messages semble clairement être d'intimider et de provoquer des réactions de peur parmi les destinataires. Des étudiants noirs de l'Université du Missouri ont rapporté avoir reçu des textos les appelant directement à participer à des tâches comme *« la cueillette du coton »*, avec des références explicites à une supposée victoire de Donald Trump. Cette allusion pourrait suggérer une volonté de raviver des tensions raciales et politiques, en particulier dans un contexte déjà marqué par des débats houleux sur le racisme systémique et les droits civiques aux États-Unis.

Face à cette situation préoccupante, plusieurs universités ont réagi en dénonçant ces messages. Elles ont exprimé leur inquiétude quant à leur impact sur la sécurité et le bien-être des étudiants noirs, mais elles ont également tenté de calmer les esprits en rassurant les jeunes que ces messages proviendraient probablement de robots ou d'ac-



teurs malveillants sans intention réelle de passage à l'acte. **« Ces messages sont troublants, mais il n'y a aucune raison de croire qu'ils représentent une menace directe »**, ont déclaré des responsables universitaires, appelant à la vigilance tout en déconseillant de céder à la panique.

Cependant, cette réponse, bien qu'apaisante, ne semble pas suffisante pour nombre de destinataires qui se disent choqués et humiliés par la nature des propos tenus. Les universités tentent de jouer un rôle de soutien moral en fournissant des services de consultation psychologique et en assurant aux étudiants qu'elles coopèrent avec les autorités pour garantir la sécurité sur les campus. Les responsables encouragent également les étudiants à signaler tout autre message suspect pour aider les forces de l'ordre dans leur enquête.

Ces actes sont particulièrement alarmants pour les communautés afro-américaines, qui se sentent visées par une campagne de harcèlement visant à réveiller des souvenirs douloureux de l'histoire de l'esclavage et de la ségrégation. Pour beaucoup, ces messages sont le symptôme d'un climat social et politique tendu, où les groupes extrémistes et les idées de suprématie raciale semblent gagner en visibilité, alimentés parfois

par des discours politiques polarisants. Les appels à la « cueillette du coton » ou à la « réintégration dans des plantations » rappellent des périodes sombres de l'histoire américaine, et cette utilisation cruelle de symboles d'oppression est vécue comme une violence psychologique par les destinataires.

Des associations de défense des droits civiques, telles que la NAACP, ont également réagi en condamnant fermement ces messages et en appelant les autorités à tout faire pour retrouver les responsables. Elles rappellent que les discours de haine, même numériques, ont un impact profond sur le moral et la sécurité des communautés visées et doivent être combattus de manière proactive.

L'implication du FBI et d'autres agences de renseignement dans cette enquête indique que le gouvernement prend la situation au sérieux. Pour l'heure, les autorités restent discrètes sur les avancées de l'enquête, mais elles cherchent activement à remonter la piste de ces messages anonymes pour comprendre s'ils émanent de réseaux organisés ou d'individus isolés utilisant des technologies de diffusion de masse pour semer la peur. Le FBI examine plusieurs pistes, notamment celle de l'utilisation de logiciels automatisés de messagerie ou de groupes haineux

exploitant des outils de communication cryptés. Les plateformes de messagerie et les opérateurs téléphoniques pourraient également être sollicités pour fournir des informations techniques permettant de localiser l'origine des messages. En attendant les conclusions de l'enquête, les autorités demandent aux victimes de se manifester et d'apporter leur témoignage, ce qui pourrait aider à évaluer l'ampleur de l'incident.

Cette série de messages racistes met en lumière un problème plus large de propagation de la haine et des menaces via les réseaux numériques. Aux États-Unis, comme dans d'autres pays, les discours de haine en ligne sont en recrudescence, et les groupes vulnérables en sont souvent les premières cibles. Les plateformes de réseaux sociaux et de messagerie se trouvent régulièrement accusées de ne pas faire assez pour filtrer ces contenus et protéger les utilisateurs, en particulier les minorités.

Ces événements rappellent aux autorités et aux communautés l'importance d'intensifier les efforts pour combattre la haine en ligne. Éduquer les jeunes sur la manière de signaler ces incidents et leur fournir des ressources pour faire face au stress et à l'anxiété causés par ces messages est essentiel. Le rôle des familles et des

institutions est tout aussi crucial pour offrir un soutien émotionnel et renforcer la résilience des individus confrontés à ces formes de harcèlement.

La vague de messages racistes reçus par les Afro-Américains dans plusieurs États américains met en exergue les défis persistants liés aux tensions raciales et aux discours de haine dans la société américaine. Ces incidents, bien qu'inacceptables, rappellent l'importance de la solidarité, du soutien mutuel et de la vigilance pour préserver la cohésion sociale. En attendant que l'enquête permette d'identifier les responsables, les victimes sont appelées à la prudence et à ne pas céder à la peur, tandis que la communauté dans son ensemble est encouragée à rester unie et à condamner fermement ces actes haineux.

L'Amérique est confrontée à un choix crucial : construire un avenir basé sur l'inclusion et la diversité, ou permettre à la haine et à la division de s'enraciner. Ces événements démontrent que le chemin vers la réconciliation raciale et la tolérance demeure un défi pour le pays, mais également une nécessité pour sa stabilité à long terme.



1A

F1RST AFRIQUE

*"L'intégrité
est essentielle pour
la réussite à long terme
de toute entreprise.
Chez nous, c'est une valeur
non négociable."*



<https://firstafrique.tv/bj/>



+ 229 66 05 56 61

F1RST AFRIQUE